Communistes

www.PCF.fr

Le 5 novembre Pour une mobilisation sociale massive, joyeuse et déterminée (p. 3)



Vidéo

Conférence de presse de Fabien Roussel
3/11/ 2026

Ruralité : comment contrer le RN (p. 7)

Saint P.P.

À lire la presse économique, on serait à la veille de la béatification du patron de Total, Patrick Pouyanné, dit P.P. pour les intimes. Celui qui vient d'engranger 8,3 milliards de dollars au 3e trimestre, s'ajoutant aux 9,8 milliards du premier semestre, aurait rendu le capitalisme populaire, écrit par exemple *Le Figaro*. La ministre Maud Bregeon salue « un grand major pétrolier dont la France bénéficie ». C'est vraiment la France qui bénéficie de tous ces milliards ? Total, c'est d'abord des groupes comme Black Rock (25 %), puis des « grandes familles » (coucou les Arnault) à 20 %. L'État français ? 2,4 %. Alors, à quand la nationalisation pour que la France profite un peu de cette manne ?✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : ..... €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons ‹ lmons@pcf.fr ›

Du 22 octobre au 11 janvier : Exposition 1936/2026 Résonances, en partenariat avec le PCF, « Libres comme l'art et l'Espace Niemeyer ». Du mardi au samedi, de 12 h à 19 h. Entrée libre, visites de groupe sur accueil@espaceniemeyer.fr Espace Niemeyer – Siège du PCF (75019)
6 & 7 novembre : Conférence pour la Paix organisée par la ville de Vitry. La conférence internationale pour la paix proposera des rencontres et des temps forts pour participer à construire un avenir de paix, en présence de nombreux invités internationaux, associations et personnalités. Hôtel de Ville, Vitry-sur-Seine (94)
6 novembre, à partir de 18 h : Soirée politique et festive de la section Frontignan-Balaruc. À 18h30 débat avec Ian Brossat et ensuite repas avec notamment la paella et animation musicale avec le groupe « les Z'etourdis ». Salle de l'Aire, Frontignan (34)
7 novembre, à partir de 10 h : Journée d'Automne du PCF 82, un temps de réflexion sur les sujets sensibles du moment. Programme : 10 h : Agriculture : Quel avenir face au capitalisme et au dérèglement climatique ? En présence de Nathan Eryeh-Fort, animateur de la confédération paysanne, fédération du Cantal. 12 h : Couscous préparé par la communauté Sahraoui de Montauban. Réservation souhaitée, par mail à pcf.federation82@gmail.com ou par téléphone/SMS au 06 42 07 63 80. 14h : Sahara occidental : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en question, en présence de Michelle Decaster, Secrétaire générale de l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (AFASPA).Salle St Georges, Albias (82)
7 novembre, à partir de 14h30 : Exposition et conférence sur les 90 ans du Front populaire. Salle Descartes, Amboise (41)
20 novembre, à partir de 18 h : « Henri Krasucki, l'émancipation en héritage ». Avec Denis Peschanski, Sandrine Treiner, Jean Vigreux, Pierre Krasucki. Conférence, présentation de l'ouvrage *Nous voulions vivre mais pas à n'importe quel prix*. Siège du PCF (75019)
21 novembre, à partir de 12h30 : À Hendaye, la fédération des Pyrénées-Atlantiques du PCF organise son traditionnel banquet fraternel et républicain, en présence de Christophe Grassullo, membre de la direction nationale et trésorier du PCF. Apéritif, repas basque, animation musicale, ambiance assurée et solidaire avec Cuba et la Palestine. Renseignements et inscription : pcf.pa@orange.fr
9 décembre, à partir de 17h30 : Brigades internationales. S'engager pour la liberté. Plus d'informations à venir. Siège du PCF (75019)
16 décembre, à partir de 18 h : Soirée d'hommage à Alban Liechti. Plus d'informations à venir. Siège du PCF (75019)

Mobilisations à venir

5 novembre : Journée de grèves et de manifestations à l'appel de l'intersyndicale et des organisations de jeunesse
19 novembre : Grande manifestation nationale des retraités à Paris, à l'appel de l'UCR-CGT
25 novembre : Journée pour combattre les violences faites aux femmes (mobilisations dès le samedi 21)

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

6 novembre / 14h : 2e séance des Ateliers d'histoire du communisme : « Quelle intervention populaire après 1945 ? » États généraux de la Renaissance française et CGT
À la Fondation Gabriel-Péri : 48 rue Duhesme, 75018 Paris
Inscription en présentiel : https://gabrielperi.fr/#agenda
Inscription en visioconférence : https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_f416sDBhRou8cWuM6zZcFg#/registration

12 novembre / 18h30 : Rencontre coorganisée avec *Recherches internationales* : « Les États-Unis après les élections de mi-mandat »
Espace Niemeyer, Salle des conférences, 8 rue Mathurin-Moreau, 75019 Paris
Inscription : https://gabrielperi.fr/rendez-vous/midterms-aux-etats-unis/
27 novembre / 9 h-18h : Journée d'étude des Ateliers d'histoire du communisme. Sous le haut patronage de Cécile Cukierman, présidente du groupe CRCE-K
Palais du Luxembourg, Salle Clemenceau-sud, 15 rue de Vaugirard, 75006 Paris
Inscription obligatoire : https://www.billetweb.fr/colloque-la-gauche-francaise-et-la-question-electorale
27 & 28 novembre : 11e Rencontres d'histoire critique de Gennevilliers : « Refuser la guerre, une histoire du peuple »
Espace des Grésillons, 28 avenue Paul Vaillant-Couturier, Gennevilliers
Inscription : https://gabrielperi.fr/rendez-vous/refuser-la-guerre-une-histoire-du-peuple/

Pour une mobilisation sociale massive, joyeuse et déterminée





La survenue d'un mouvement social d'ampleur à seulement six mois de l'élection présidentielle ne manque pas de surprendre. Mais elle est aussi le signe d'une urgence populaire qu'aucun calendrier électoral ne saurait étouffer.

La tripartition de l'Assemblée nationale et l'incertitude permanente d'une majorité capable de répondre aux besoins élémentaires du pays ont affaibli l'espoir d'une solution rapide issue des urnes. Face à l'urgence sociale, à l'inflation et à la casse de nos services publics, beaucoup ne veulent plus attendre. C'est cette absence de perspective politique immédiate qui peut expliquer la convergence inédite dans l'action de catégories aux statuts bien différents — patrons et salariés — comme d'électorats disparates, de l'extrême droite à l'extrême gauche, s'en disputant parfois le leadership. Comprendre cette impatience populaire, éminemment légitime, est une chose. En revanche, une colère sans boussole et sans revendications clairement progressistes court un grand danger. Surtout si les violences venaient à prendre le dessus : un tel chaos ne ferait que conforter les partis d'ordre, cette droite de moins en moins républicaine et cette extrême droite qui tire profit de chaque dérapage en marge de nos manifestations.

C'est pourquoi il nous faut faire le tri et séparer le bon grain de l'ivraie. Pour les communistes, l'enjeu du 5 novembre est clair : nous devons soutenir sans réserve les revendications des travailleuses et des travailleurs, tout en donnant à ce mouvement une orientation politique émancipatrice.

Le 5 novembre doit être le moment d'une mobilisation massive, joyeuse, calme et profondément déterminée. Elle doit s'exprimer avec force dans les entreprises par la grève, comme dans la rue par des manifestations populaires et organisées. Seules les organisations du mouvement social et le mouvement syndical sont en mesure d'ancrer ces luttes dans le temps et d'éviter les pièges de la provocation.

Face à la réaction qui s'accélère à coups de projets de loi liberticides et d'attaques sans précédent contre le droit de manifester, la réponse ne peut être le repli ou la violence aveugle. La réponse doit être le nombre, la solidarité et le contenu politique. D'ici l'élection présidentielle, le Parti communiste français porte un programme fort, structuré et répondant aux urgences du présent : l'augmentation générale des salaires, la défense du pouvoir d'achat, la justice fiscale et la réappropriation publique de nos biens communs.

Le 5 novembre, soyons dans la rue pour faire entendre la voix du monde du travail, imposer le progrès social et construire l'alternative démocratique dont notre pays a tant besoin.✪

Nadège Plaineau
membre du Conseil national

Une rencontre intéressante

Côté médias, c'est le site lecanardenchaîné.fr qui ouvre (25/10) cette nouvelle semaine de campagne avec un article intitulé « Fabien Roussel, l'insoumis aux insoumis », agrémenté d'un dessin de Soph'. Une candidature, dit le journal, « qui ne manque pas d'énerver le boss de LFI. »

L'émission de LCP « Conversation » le 29/10 réunit deux invités, l'écrivain Jean-Christophe Rufin (Goncourt 2001) et le candidat Fabien Roussel. La journaliste Anna Cabana les présente ainsi : « Un candidat, un écrivain. Deux conteurs d'histoire dont la rencontre s'inscrit dans une tradition très française ». L'émission a suscité de multiples échos : TF1, La tribune, France tv, *La Marseillaise, Tvmagazine*, *Le Figaro*. « Une rencontre d'autant plus intéressante qu'il s'agit de la première entre les deux hommes », note Noémie Dajon du *Figaro*.

Long article de « L'Agence », un média spécialisé dans « l'information pratique pour les professionnels de l'immobilier » (29/10) sur « les propositions de Fabien Roussel pour relancer le logement : construction de 200 000 logements sociaux par an, renforcement de la loi SRU, encadrement des loyers, rénovation énergétique… » (journaldelagence.com).

Et toujours des commentaires sur l'apparition du dirigeant communiste, par le biais de l'affiche *Vivre*, dans le clip du rappeur marseillais Jul (*le Dauphiné libéré*).

Le candidat est l'invité (30/10) de la nouvelle chaîne Youtube « Empreintes ». « De Georges Marchais à la déconnexion des candidats présidentiels avec le peuple en passant par Léon XIV qu'il aime citer,



Fabien Roussel dévoile quelques éléments de son parcours qui ont forgé son caractère et ses engagements », note *Le Figaro* qui commente : « Le pouvoir corrompt, tout comme l'argent. Regardez Donald Trump : il utilise son pouvoir pour mener une guerre en Iran qui lui rapporte des millions par jour », attaque d'emblée Fabien Roussel. Et c'est peu dire que le candidat communiste fait remarquer sa distance avec les cercles de pouvoir. Pour lui « les dis-





cours politiciens sont déprimants. (…) Moi je veux être optimiste », affirme-t-il plein d'enthousiasme. D'autres échos encore de cette émission, notamment sur *Le journal des femmes*.✪

Un an de ventes solidaires dans le 18e : s'implanter là où vit la classe travailleuse

Voilà un an que la section du 18e arrondissement de Paris organise des ventes solidaires régulières, deux fois par mois. Le Parti pratique depuis longtemps la vente de fruits et légumes à prix coûtant, notamment avec le MODEF. Notre section en a fait un véritable outil de structuration et d'implantation de ses cellules.

Le principe : simple et efficace

Nous achetons en grande quantité des pommes de terre et/ou des oignons à un agriculteur de Seine-et-Marne, puis nous les revendons à prix coûtant. Aujourd'hui, plus d'une tonne de marchandises est vendue toutes les deux semaines dans l'arrondissement. Ce volume nous permet d'afficher un prix très attractif, 40 centimes le kilo, pour les franges les plus précaires de la classe travailleuse. Mais cette action militante ne prend son sens qu'à la condition d'avoir préalablement analysé notre territoire et fixé des objectifs de structuration.

Un choix stratégique : les QPV

Notre évaluation du territoire nous a conduits à prioriser l'implantation dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). L'implantation dans les entreprises reste au cœur de l'originalité de notre Parti. Mais dans des métropoles où les unités de production sont de plus en plus dispersées et de plus petite taille, l'implantation dans les lieux de vie doit devenir une priorité.
Les QPV concentrent aujourd'hui, dans certains territoires, les couches les plus exploitées de notre classe, ouvriers et employés. À Paris, leur part y est trois fois plus élevée que dans l'ensemble de la ville. Identifier le lieu ne suffit pas : il faut y associer une structuration adaptée.



Une présence régulière dans chaque quartier

Nos cinq QPV (Blémont, la Goutte d'Or, Charles Hermite, La Chapelle-Évangile, Porte Montmartre) disposent aujourd'hui d'un point de vente solidaire de pommes de terre, au moins une fois par mois. À cela s'ajoutent des ventes dans de grands ensembles HLM. Cette régularité nous a amenés à repenser le découpage de nos cellules. De cinq, nous sommes passés à sept, et chacune, à l'exception d'une seule, dispose désormais d'un point de vente solidaire sur son territoire.

Le point de vente, lien avec la population

Le point de vente devient le point de contact avec les habitants, qui se retrouvent chaque mois à cette occasion. Ils restent en lien avec les camarades de la cellule via un groupe WhatsApp, qui annonce les dates des prochaines ventes. Ces groupes rassemblent en moyenne une quarantaine de sympathisants. La vente solidaire structure ainsi le découpage des cellules et leur activité, mais crée aussi autour d'elles un réseau de sympathisants.

Le défi à venir

Ce réseau se densifie. Le prochain défi est de rendre ces sympathisants actifs, afin qu'ils organisent, avec les camarades de la cellule, les prochaines ventes. Rendez-vous dans un an pour le bilan. ✪

Carl Ravoavy

Antiracisme : des communistes actifs

Lundi 26 octobre, plusieurs rassemblements se sont tenus dans le Puy-de-Dôme (à Thiers, à Issoire, à Clermont-Ferrand…) pour rendre hommage aux victimes du crime terroriste et raciste commis à Trappes et à La Verrière. Les communistes et leurs élus ont été très actifs dans ces initiatives qui ont fédéré sur un spectre très large, dépassant le cadre habituel de la gauche. À l'inverse, des manœuvres de l'extrême droite et du RN visant à instiller le poison de la division et de la haine, un vent d'espoir et d'humanisme se ressentait avec force dans ces rassemblements multi générationnels et pluriels.

Quelle belle détermination à lutter collectivement pour éloigner le spectre d'une France renouant avec les pires heures de notre histoire ! Quel bel enthousiasme de vouloir construire une perspective émancipatrice au service de la justice sociale, de la paix et du vivre-ensemble, d'une voie qui relève les défis de notre temps avec comme boussole l'humain d'abord.

Ci-après, plusieurs photos retranscrivant les différentes initiatives hier, ainsi que les liens des publications des réseaux sociaux à partager massivement ! Sans oublier la prise de parole de notre camarade Lucie Mizoule devant 600 personnes. ✪

Pierre Miquel









Comment contrer le RN



Lumir Lapray, activiste et autrice, est intervenue à Aulnoye-Aymeries, commune communiste périurbaine située dans une agglomération de 122 000 habitants. Une centaine de personnes ont fait le déplacement dans un territoire où le RN souhaite s'installer durablement.

L'autrice part d'un constat fort. Dans son premier ouvrage, *Ces gens-là*, elle analyse le sentiment d'abandon, la précarité économique, la disparition progressive des services publics, ou encore le sentiment de déclassement. Habitant dans un village de l'Ain, elle tente de comprendre la raison des habitants de se détourner de la gauche, votant de plus en plus pour le RN. Contrairement à nombre d'essayistes, elle refuse l'idée que ces populations seraient définitivement perdues ou naturellement acquises à l'extrême droite.

Dans son dernier ouvrage, Lumir Lapray présente désormais les moyens à notre disposition pour s'organiser, et les grandes orientations à suivre pour mener les combats en commun. « Le sujet, ce ne sont pas les arguments, mais bien de recréer du lien avec les autres », a-t-elle prononcé lors de cette conférence. Et pour cela, tout passe par l'organisation collective autour d'une action commune, afin de faire grossir les rangs sur le long terme pour obtenir plus de conquis sociaux.

Car oui, nous avons le nombre. Mais le nombre non organisé ne sert à rien, d'où l'importance de refaire de l'organisation collective. Afin d'obtenir de nouveaux droits, nous devons cibler les personnes dans un premier temps et entretenir avec elle des conversations intentionnelles, permettant à la fin d'en ressortir avec l'évidence que le problème majeur n'est pas le collègue qui peut gagner plus ou le patron qui ne rémunère pas assez les salariés.

L'autrice rappelle également que le combat doit être mené syndicalement, car il s'agit de l'outil pour rassembler. Or le capitalisme exacerbé pousse les travailleurs à se mettre en concurrence. Elle prend l'exemple de son territoire, l'Ain, hautement concerné par le désert médical en étant le deuxième plus grand de France. Aujourd'hui, les patients sont unis, non pas pour militer collectivement sur l'obtention de nouveaux médecins, mais sur le principe que certains voleraient la place d'autres.

La seule construction possible encore réalisable ce jour, selon Lumir Lapray, est de penser local plutôt que national. Cela passe par réinvestir les industries avec un seul camarade au parti et qui en amène plusieurs. Penser local et se projeter sur le long terme.

Enfin, et c'était son leitmotiv durant toute la soirée, il faut lutter dans la bonne humeur. Car sans amusement dans une lutte, il y a également peu d'espoir qu'elle puisse grandir et continuer dans la durée. Et surtout, s'adresser aux jeunes, afin de leur montrer que la construction d'une grève générale, ce n'est pas si mal !✪

Maxime Pol

Lumir Lapray, *Ces gens-là*, éditions Payot, réédition au format de poche, septembre 2026.

1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

2/8 novembre 1936 (38) Des capitulations du gouvernement Blum



L'Humanité du 2 novembre publie sur deux pages (4 et 5) l'exposé de Maurice Thorez lors de l'assemblée d'information des communistes parisiens tenue le 30 octobre à la Mutualité. C'est pour éviter l'expérience allemande où la division de la classe ouvrière a conduit à la victoire du nazisme qu'est né le Front populaire, dit-il d'emblée. Il dresse un premier bilan des acquis du Front mais constate « qu'il se heurte désormais à de grosses difficultés ». Elles résultent d'abord de la contre-offensive de la réaction mais également des « capitulations » du gouvernement Blum.

Maurice Thorez reprend alors point par point tous les chapitres du programme commun de la gauche, ses propositions pour le pain, pour la liberté, pour la paix. Il montre tout ce qui a été réalisé mais aussi tous les engagements non tenus. Il est particulièrement critique sur les questions internationales (les rapports complaisants du Quai l'Orsay avec Hitler, l'attitude scandaleuse de « non-intervention » à l'égard de l'Espagne républicaine). Il réaffirme la volonté communiste d'unir pour la réussite du Front populaire en soulignant que ce Front n'est ni un cartel ni une coalition, que le secret de sa réussite est dans l'action, l'action de masse.

La question de la dissolution des « ligues factieuses » se repose constamment. Non seulement les groupes de l'ultradroite, officiellement mis en cause, se recomposent sous d'autres formes, d'autres noms (comme les Croix-de-Feu de de La Rocque, qui se reconstituent en Parti social français, le PSF), mais ils auraient tendance à s'armer. *L'Humanité* publie volontiers des exemples de saisies de dépôts d'armes dans les milieux fascistes. La presse de cette droite extrême est déchaînée. Le ministre socialiste de l'Intérieur, Roger Salengro, est la cible d'une violente campagne de sa part.

Maurice Thorez, dans le discours cité plus haut, dit en quelque sorte à Salengro : au lieu de discuter avec ses calomniateurs, le ministre ferait mieux de les mettre en prison ! On sait que cette campagne de l'Action française poussera Roger Salengro au suicide, le 17 novembre.

Le mouvement de grèves, s'il est moins massif qu'au printemps, reste permanent et touche toutes les corporations. Le plus souvent les syndicats ripostent aux provocations patronales (non-respect des lois sociales, sabotage de la production, refus de conventions collectives).

En Espagne, pays toujours objet de blocus, la guerre civile fait rage. La bataille de Madrid fait chaque jour la Une. Toujours au plan international, Roosevelt est réélu (3 novembre) président des États-Unis. *L'Humanité* note que le PC des USA est passé dans l'État de New York de 24 000 voix (en 1932) à 32 000.✪

Gérard Streiff

La France ne se relèvera pas en sacrifiant sa jeunesse

Après plus d'un mois de mobilisation lycéenne, le gouvernement Lecornu a dû consentir un premier recul. Ses annonces ne répondent que partiellement aux revendications portées dans les blocus. Nous pouvons tirer deux leçons de cette séquence.

La première, c'est que la lutte paie. Le gouvernement a fini par céder. Cette victoire en appelle d'autres. Dès la rentrée, avec le 5 novembre en ligne de mire, poursuivons la mobilisation jusqu'à obtenir gain de cause.

La seconde, c'est que le compte n'y est pas. D'abord, le remplacement annoncé de Parcoursup en 2028 ne change rien au fond. La sélection demeure. Changer le nom ou les règles d'une plateforme ne créera pas de places dans le supérieur et ne mettra pas fin à la sélection sociale. Ensuite, les moyens annoncés sont dérisoires au regard des besoins.

Sébastien Lecornu promet 15 000 places supplémentaires dans le supérieur d'ici à 2028. Nous en demandons 300 000.

Réindustrialiser le pays, même partiellement, exige de former au moins 100 000 ingénieurs et techniciens par an d'ici à 2035.

Le plafond de 28 élèves par classe en seconde ne concernera que la moitié des établissements. Quant aux 4 milliards d'euros annoncés pour rénover les lycées, ils prennent la forme de prêts aux collectivités. On est bien loin d'un plan d'investissement public à la hauteur des enjeux.

En réalité, le gouvernement aura cédé sur ce qui ne lui coûte pas ou peu, le calendrier, la transparence et quelques moyens ciblés. Il ne garantit ni l'accès de tous au supérieur ni la transformation profonde des conditions d'études et d'apprentissage. Rien d'étonnant lorsque l'on sait qu'en parallèle, le projet de budget débattu cet hiver prévoit plus de 54 milliards d'euros de coupes budgétaires.

Ce choix n'a rien d'une incohérence, il obéit à une matrice politique. En gouvernant à courte vue, sous les diktats du capital et la pression de la rentabilité immédiate, Macron sacrifie les investissements qui préparent l'avenir. Et cette logique nous enferme dans un cercle vicieux. Chaque année où l'on prive la jeunesse des moyens de produire davantage et mieux, nous amputons le pays de sa capacité à maîtriser son économie et à investir dans son avenir.

Si les portes de l'université restent fermées, si l'on refuse d'ouvrir les filières d'ingénieurs et d'investir dans la recherche et la formation professionnelle, qui réindustrialisera le pays et produira les richesses qui financeront les budgets de demain ? En refusant coûte que coûte de faire le pari de sa jeunesse, le gouvernement condamne le pays à l'austérité, à la dégradation permanente et au recul. C'est là un terrible aveu d'échec.

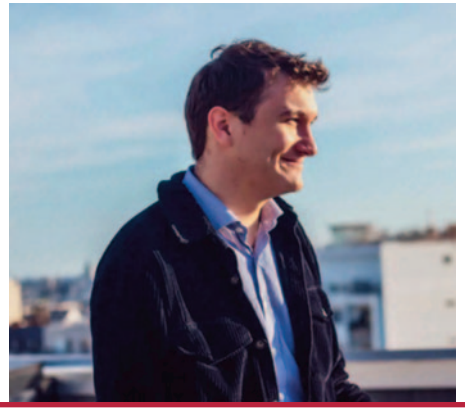


Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

On ne gouverne pas un pays d'une année sur l'autre. Ce dont la France a besoin, c'est de transformations profondes, qui ne seront possibles que si l'on nous donne toute notre place.✪

Bastien Bonnargent
secrétaire général du MJCF



« Moyens militaires » en Arabie saoudite : la France porte flingue des USA



L'annonce faite par le Président de la République le 24 septembre de déployer des « moyens militaires » en Arabie saoudite est une étape supplémentaire dans l'engrenage de la guerre au Proche et Moyen-Orient et un acte de servilité envers la Maison-Blanche. Cette annonce est une nouvelle manifestation du césarisme guerrier, trait du macronisme pourrissant et symptôme de la décomposition du pouvoir en France. Prise sans consultation du Parlement, elle est la décision d'un président qui confond son rôle de chef constitutionnel des armées avec celui d'un Bonaparte au petit pied. Son objet principal n'est pas de faire baisser les prix mondiaux du pétrole : les « moyens militaires » ne changent rien aux cours du pétrole. Le prix du baril de brent est reparti à la hausse comme jamais depuis le début du mois d'octobre, passant de 100 dollars le 5 octobre à 116 le 23. Il y a donc un enjeu tout autre : celui de concourir au redéploiement de l'impérialisme et de servir les intérêts capitalistes d'industrie d'armement détournant les moyens de la Défense nationale pour leurs profits.

Sans doute les conditions de ce déploiement, qui demeurent somme toute incertaines jusqu'à présent, auront été discutées lors du déplacement présidentiel



en Arabie avec le régime wahhabite. Personne ne semble ici s'offusquer de la nature théocratique et absolutiste du régime qui est en train de devenir un des piliers de la politique française dans la région. Oubliées les 200 exécutions par an. Oubliée la répression sauvage contre la révolte de 2011 et l'exécution d'une partie des détenus en 2022. Mais les intérêts des exportateurs d'armes sont bien présents : alors que l'armée française n'a que 290 chars Leclerc, 2 800 ont été destinés à la vente. L'Arabie saoudite fait partie des destinataires potentiels, après que l'armée émiratie en ait été équipée. On peut en dire autant du nouvel obus de 155 mm, développé en partenariat avec une entreprise saoudienne.

Si la dynastie des Saoud n'est plus uniquement la pourvoyeuse en pétrole de l'impérialisme étatsunien et occidental, elle joue son propre jeu sur lequel la France n'a aucune marge de manœuvre. La France sert donc une politique qui n'est pas la sienne, qui lui échappe et qui l'entraine dans l'engrenage de la guerre qui est en route dans la région depuis l'agression israélienne et étatsunienne contre l'Iran. Les intérêts saoudiens sont les mêmes que ceux qui ont provoqué des crimes de guerre au Yémen, faute d'avoir les capacités de l'emporter militairement, lors de l'invasion du pays en 2015. Cette invasion a fait 400 000 morts et 2,5 millions de déplacés. Elle a provoqué une catastrophe humanitaire, pour un résultat militaire absolument nul. De plus, elle a conféré aux Houthis une légitimité en leur permettant de passer d'un noyau islamiste très communautaire à une force reprenant un discours national yéménite. La France essuie donc les conséquences de l'échec saoudien.

Par ailleurs, elle se met dans une position inextricable, ayant conclu des accords de défense à la fois avec

l'Arabie saoudite et avec les Émirats arabes unis (EAU). 900 militaires français sont aujourd'hui déployés dans les EAU, avec une base navale, une base aérienne et un régiment de cuirassiers. Les accords avec l'Arabie saoudite ne sont pas aussi engageants. Mais, en y déployant des troupes, la France met le doigt dans un autre sujet qui lui échappe : les tensions entre deux puissances régionales qui affichent et développent leurs ambitions, dans le cadre des tensions et recompositions internationales. À plusieurs reprises, elles se sont retrouvées en situation de confrontation directe. Le 30 décembre 2025, les Saoudiens ont bombardé deux navires émiratis dans le port de Mukalla au Yémen. Le mouvement séparatiste yéménite lié aux Émirats, le Conseil de transition du Sud (CTS), s'affronte aux proches de Riyad. Le CTS a dernièrement enjoint ses membres à ne pas combattre contre les Houthis. Au Soudan, les Émirats soutiennent les « Forces de réaction rapide » (FSR) contre l'armée gouvernementale alliée de l'Arabie saoudite. Les FSR sont coupables de crimes contre l'humanité au Darfour. Les deux États jouent un rôle important dans la plus grande catastrophe humanitaire internationale en profitant du désintérêt politique et médiatique international pour le sort désastreux du peuple soudanais. On le voit, ces deux États mènent une politique qui revêt de plus en plus des traits impérialistes à dimension régionale. Et la France s'y associe par les accords de défense qu'elle a conclus avec ces États.

Enfin, la France agit comme le relais de l'impérialisme étatsunien, et ce pour deux raisons. Premièrement, la déclaration de Macron a eu lieu deux jours après sa rencontre avec Trump et l'annonce du président étatsunien qu'il n'interviendrait pas (pour le moment) en Arabie saoudite. La France et les autres États européens qui y déploient des moyens militaires, à l'image de l'Italie et du Royaume-Uni, sont donc les supplétifs d'un impérialisme US en panne tactique dans la région et embourbé dans le conflit qu'il a lui-même déclenché contre l'Iran. Secondement et surtout, la France peut se retrouver indirectement engagée dans la guerre contre l'Iran. Il s'agit là sans doute d'un des objectifs principaux de l'annonce de Macron et celui qui a le plus de conséquences à moyen terme. Macron le fait, alors que les risques de reprise de la guerre par les États-Unis et/ou l'État d'Israël contre l'Iran sont forts. Ils le sont d'autant plus que Netanyahou, en difficulté après le dernier scrutin en Israël, est toujours premier ministre jusqu'à la constitution d'un nouveau gouvernement et qu'il a intérêt à la reprise de la guerre pour tenter de se maintenir au pouvoir.

Pour faire baisser les cours du pétrole, il est nécessaire d'agir contre les intérêts capitalistes à le faire grimper. La France doit agir en toute indépendance de l'OTAN et des USA, et dans le cadre du droit international. Un déploiement de troupes à l'extérieur ne peut se faire que dans le cadre des Nations unies en application de la charte de l'ONU. Surtout, seule une initiative politique et diplomatique peut stopper l'engrenage de la guerre. La France a les moyens de porter, avec d'autres États, une résolution sur l'ensemble de la région (les détroits, la Palestine…) pour la paix, pour le droit international et pour prendre des sanctions contre ceux qui le piétinent. ✪

Vincent Boulet
membre du CEN en charge de la paix,
de la défense et des relations internationales
28 octobre 2026

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse :..... € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM.....PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL..... VILLE.....

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

Communistes

2, place du Colonel-Fabien -Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.
RÉDACTION : Gérard Streiff /
Mèl : communistes@pcf.fr
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA